

QUEL PROJET SOCIAL ET CULTUREL POUR L'EPS ?

En 1995, le snep a adopté lors de son congrès à Montargis un « projet social et culturel pour l'EPS », sous l'impulsion de Jacques Rouyer qui quittait alors sa fonction de secrétaire général. Le centre EPS et Société et sa revue Contre Pied ont été créés dans la foulée. Ce projet pourrait se résumer par quelques points clés qu'il est intéressant de revisiter.

- « Doter le système éducatif, avec une EPS développée, d'une voie nécessaire de réussite scolaire, culturelle et humaine et contribuer ainsi à changer l'école »
- Agir directement ou indirectement pour l'existence d'un sport humaniste et émancipateur.
- Inviter les collègues à « contester l'ordre social existant et à être « des militants culturels et sociaux du XXI^e siècle avec l'idée de mettre en œuvre une alternative citoyenne.

Contester l'ordre social existant et devenir des militants culturels et sociaux

Lorsque l'on observe la politique menée en France mais plus largement dans le monde, qui renforce les inégalités, n'est-il pas plus que jamais déterminant de contester l'ordre social existant ? Les mouvements sociaux actuels dont nous ne connaissons pas l'issue au moment où nous écrivons ces lignes traduisent peut-être la fin d'une apnée de vie du peuple qui a duré depuis trop longtemps. Les forces progressistes doivent travailler pour porter ensemble une volonté de transformations sociales.

Le président et le gouvernement refusent d'entendre les revendications de justice sociale de ce peuple qui manifeste et poursuivent la même politique en mettant en œuvre le « en même temps » : ils disent « améliorer la qualité du service public » mais en même temps réduisent le nombre de postes ! Ils disent « rendre plus accessible l'accès à l'université » et en même temps mettent en place la sélection à l'entrée de l'université, augmentent les frais d'inscription, refoulent les étudiants étrangers pauvres. Ils disent « améliorer le Bac et réduire les

inégalités » et mais en même temps pré-orientent dès la fin de 3^e, réduisent les choix des élèves, accroissent la sélection. Le projet politique du gouvernement est bien un projet « post-libéral » individualiste qui rompt avec toutes les solidarités et somme les citoyens de s'auto-entreprendre.

Regardons d'un peu plus près le mode de pilotage du système éducatif. Ce que certains ont appelé « le new management public. » Danielle Linart, sociologue du travail, nous rappelle ce dont il s'agit : « *Le management part sur une posture de défiance systématique de ses salariés en pensant que s'ils sont trop à l'aise dans leur travail, ils seraient capables de s'opposer aux méthodes de travail voulues et d'imposer leur point de vue de professionnel et de citoyen* ». Elle prolonge sa réflexion et précise comment ce management s'y prend :

- Déposséder les salariés de leur métier et de leur expérience ;
- remettre en cause les conditions du travail, fragiliser les collectifs, renforcer les hiérarchies et la concurrence entre les acteurs.

Pour contrer cette logique, il nous faut reprendre la main sur notre travail, y intervenir, agir ensemble. Changer le travail ne se limite pas à changer le travail lui-même, il devient un moyen de contester l'ordre social établi. Ce lien entre le changement de travail et le changement de société est pensé par Miguel Benassayag lorsqu'il nous dit : « *Créer ici et maintenant une multitude de pratiques montrant concrètement à quelles conditions d'autres formes de société et de vie sont possibles. Créer les conditions du changement à partir du seul endroit où nous sommes puissants, à savoir dans chaque situation que nous habitons* »¹.

Cet enjeu est éminemment politique et constitue une clé importante de transformation. Il ne faut pas l'oublier, nous sommes dans une société dont Hannah Arendt précise que le grand organisateur est le travail. On sous-estime la puissance du travail comme un lieu qui façonne nos modes de penser et d'agir sur le monde. Dans nos sociétés modernes, « *les normes de vie, les manières d'éprouver et de penser s'acquièrent d'abord sur les lieux de travail* » nous dit Rolland Gori². Il ajoute : « *Il n'y aura pas de liberté démocratique si elle ne vient pas sur la scène professionnelle,*

pas de liberté politique, de renouveau de la démocratie qui ne passe par la restitution d'une liberté dans le travail, liberté qui a été confisquée. » Travailler le travail, reprendre la main sur notre métier, pour une autre EPS, des programmes alternatifs, un DNB alternatif s'inscrit non seulement dans un mouvement de résistance au quotidien au new-management mais plus largement de contestation de l'ordre social existant. Penser, échanger, travailler ensemble, participer à ce colloque, sont autant d'actes qui font de nous des militants culturels et sociaux.

Pour reprendre la main sur le métier il faut réfléchir simultanément à deux questions interdépendantes : quelle EPS ? Et quelle école ?

Quelle EPS de demain ?

Les nombreux *Contre-Pied* ou le dernier livre sur le culturalisme sont autant de pistes de réponses. Mais nous avons choisi dans le contexte actuels et notamment celui de l'écriture des programmes, d'insister sur deux points :
- faire que physiquement et intellectuellement chacun de nos élèves accède à des pouvoirs nouveaux d'agir sur lui-même, sur son environnement ;
- faire de l'appropriation de techniques physiques, sportives et artistiques complexes, la base concrète de ces pouvoirs donnant accès à des visées éducatives plus générales.
L'EPS est la seule à pouvoir apporter cela à l'École !

Le SNEP-FSU lors de la publication de son programme alternatif a retenu comme définition de l'EPS : l'étude pratique des APSA. Les sports, les arts, et d'autres « pratiques physiques » d'un troisième genre, ni sport ni art, constituent pour nous les 3 champs de référence culturelle de l'EPS, objets et moyens d'éducation. Personne ne conteste que savoir nager est un savoir émancipateur, comme personne n'ose dire que savoir faire du vélo est aliénant même si chacun sait qu'il y a des nageurs et des cyclistes qui se dopent, qui trichent.

Pouvons-nous reconnaître que notre discipline peut doter les élèves de pouvoirs extraordinaires ? Réaliser un ATR ou un salto, danser et jouer devant un public, marquer un but, faire une passe, ou prendre un intervalle, courir vite, fait grandir nos élèves. Plutôt que de chercher à justifier la présence de l'EPS à l'école par des visées utilitaires liées à la santé, la coopération... ne pouvons-nous pas valoriser parmi les autres disciplines scolaires, la contribution nécessaire de l'EPS au développement des élèves grâce à l'appropriation d'une culture physique, sportive, artistique ?

Au cœur de l'EPS : l'activité technique de l'élève

Nous plaçons pour que cesse l'opposition entre l'apprentissage de techniques (au sens large c'est-à-dire les dimensions technico-tactiques des pratiques sportives et technico-symboliques des pratiques artistiques) et celui des méthodes. Comme nous contestons qu'affectivité, émotion, créativité sont étrangères à la technique alors qu'elles en sont le moteur. Certains ont même théorisé que nous serions contre les « méthodes ». Ils l'ont fait sans jamais d'ailleurs s'expliquer sur ce qu'ils entendent par « méthodes » et en se contentant de soutenir les injonctions « méthodologiques » prônées par l'institution.



« POUR CONTRER CETTE LOGIQUE, IL NOUS FAUT REPRENDRE LA MAIN SUR NOTRE TRAVAIL, Y INTERVENIR, AGIR ENSEMBLE. »

Une discipline scolaire n'existe que si elle arrive à définir simultanément ses savoirs et les méthodes d'apprentissage requises pour se les approprier. Nos détracteurs en arrivent même à séparer méthodes et savoirs, allant jusqu'à faire des « méthodes » des « savoirs » en soi... Une tendance qui renonce à une transformation exigeante et immédiate des élèves comme condition de la maîtrise de leur vie physique future.

Comment « apprendre à s'entraîner » en gymnastique sans apprendre à faire un ATR, un salto... ni comprendre ce qui empêche ou permet de les réaliser ? Qui peut imaginer un élève transi par la peur de la hauteur s'aventurer seul en escalade parce qu'il aurait appris théoriquement les principes de sécurité ? Séparer l'étude des APSA de leurs savoirs, de leurs techniques spécifiques, de leurs méthodes, de leurs valeurs, de leurs émotions propres, ne résiste pas à l'analyse de ce qu'est la culture comme de ce qu'est apprendre.

Notre discipline permet à l'élève à la fois de devenir plus compétent techniquement dans une APSA et en même temps de s'en approprier les valeurs pour lesquelles les humains les ont inventées. Il n'y a pas de sens à considérer ces valeurs en dehors de l'appropriation de la culture particulière de chaque APSA. Le processus d'acculturation et d'émancipation ne peut se faire que si l'élève s'approprie les techniques et les valeurs de chaque APSA mises en lumière par le processus d'enseignement.

Continuons à conserver pour l'EPS l'ambition pour tous et toutes d'acquérir les principaux éléments de la culture sportive et artistique, tout en vivant les émotions de la pratique et la joie de réussir.

Quelle école de demain ?

Il est urgent de construire un autre projet d'école qui ne lâche pas l'ambition de haut niveau pour les enfants les plus éloignés de la culture scolaire. Le contexte actuel n'est pas

favorable, l'ensemble des analyses montre une France très ségréguée et une école creusant les inégalités.

Pas de déni de la question sociale

Trois données extraites du dernier rapport de la CNEC confirment que la France est un territoire ségrégué. La France ne donnant pas plus à ceux qui ont le moins.

– En 2017, le nombre moyen d'élèves par structure au collège varie de 11,3 à 28,8. Les territoires qui ont les classes les plus chargées dans le secondaire se trouvent davantage dans les territoires qui sont sous influence des grandes métropoles.

– L'offre de langues vivantes peut varier de 2 à 7 selon les établissements.

– Concernant les épreuves écrites du DNB, les taux de réussite dans les collèges publics varient, en Île-de-France, du simple au double selon le type de territoires.

En France ces départements et ces zones sont bien connus. La question sociale surtout lorsqu'elle est massive s'accompagne de conditions de logement inappropriées, d'un recul des services publics. Les situations difficiles du transport et du marché de l'emploi viennent accentuer l'effet corrélatif statistique entre milieu social et réussite scolaire.

Pas de déni de la question pédagogique

À l'inverse, si le social pèse dans les résultats scolaires, il y a des corrélations évidentes mais pas de causalité directe. L'article d'Alain Beitone dans ce numéro montre que l'augmentation du nombre de bacheliers issus des milieux populaires est liée à leur réussite à l'école primaire. Il est donc possible de résister à la sur-détermination du milieu social sur la réussite scolaire.

Par ailleurs Jean Yves Rochex relève un paradoxe. Alors que la dimension d'innovation ou de transformation se trouve au centre de nombreux discours normatifs voire prescriptifs d'appel à l'initiative, il est établi aujourd'hui par des travaux de recherche qu'elle ne garantit en rien l'amélioration de la réussite scolaire des élèves les plus défavorisés.

Notre analyse de l'école n'ignore pas la question pédagogique et didactique comme l'une des clés de la réussite de toutes et tous. Nous devons travailler et réfléchir sur nos pratiques, nous savons qu'elles peuvent accentuer ou réduire les inégalités.

Jean-Yves Rochex indique même qu'être simplement dans une logique d'innovation peut conduire à renforcer les modes dits « traditionnels » qu'elle vise à récuser et renforcer la logique de la pédagogie invisible ou des implicites. L'échec des élèves n'est pas analysé en termes de capacité mais en termes d'incompréhensions, de non repérage de la nature exacte



du travail engagé, de l'activité à déployer dans la tâche proposée par l'enseignant. S'expliquent alors les erreurs, les errements, les frustrations face aux échecs inexplicables pour ceux qui *croient* pourtant avoir bien fait leur travail. Et si la cause, comme le dit Rochex n'est pas capacitaire, elle peut être de deux types, malheureusement cumulables.

Le premier est de nature épistémologique. Soit la tâche est disciplinairement erronée, irréalisable, et les élèves ne peuvent s'en débattre. Ils ne comprennent pas ce qu'on

leur demande de faire et, sauf hasard, ils ne seront jamais dans l'activité attendue. Soit elle est implicite, le savoir visé est caché et l'activité afférente à ce savoir difficile à cerner, et seul-e-s les élèves en connivence avec le monde scolaire s'en sortent.

Le second est de type pédagogique : le guidage des élèves par l'enseignant dans la tâche peut être inexistant, les élèves tâtonnent, les plus scolaires avancent, les autres pataugent. Le guidage peut être également erroné ou encore hésitant. Dans tous les cas, les inégalités jouent à plein, le « malentendu s'instaure »³.

Les enseignants doivent être vigilants. Non seulement il n'y a pas d'apprentissage possible sans tâches concrètes à effectuer mais on n'accède pas par magie ou par chance au savoir. Les tâches doivent révéler la nature exacte et explicite du savoir à construire. Mais plus elles doivent établir un rapport explicite entre savoir et activité et donc être associées à un premier guidage du travail à réaliser, bref mettre tous les élèves à égalité du point de vue des buts communs poursuivis et s'assurer que chaque élève les a bien en main.

Ce questionnement sur l'école est aussi valable en EPS

La réussite des rassemblements pédagogiques du SNEP montre une profession qui reste militante et soucieuse de ces questions, malgré les pressions et les injonctions du management évoquées en introduction pour « faire et se taire ». Si on ne se mobilise pas à grande échelle, le métier, que nous faisons souvent par passion, se réduira à un ensemble de tâches d'application. La porte sera alors grande ouverte pour en faire un « petit boulot » que l'on fait temporairement. Mais répondre politiquement au grand défi de la réussite de tous et toutes, c'est-à-dire faire que l'humain devienne encore plus humain, est un enjeu de société que, pour ce qui nous concerne, nous voulons prendre à bras le corps. Bien sûr, tout le monde est invité à se joindre à nous... ♦ Bruno Cremonesi

1. *Du contre-pouvoir*, Diego Sztulwark, Miguel Benasayag.

2. Face à la crise démocratique, quelle révolution constitutionnelle?, Mercredi 28 mars, 2018, *L'Humanité*.

3. *La scolarisation de la France*, dir. Jean-Pierre Terrail.